

## Avant-propos du Secrétaire général de l'OCDE

À l'échelle du monde, des gains exceptionnels de bien-être ont été enregistrés au cours des 50 dernières années. Le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, principale instance internationale réunissant les donateurs, y a sa part. Il est pour beaucoup à l'origine des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), qui demeurent le fil conducteur de l'action de la communauté du développement. Il a fait de l'appropriation un principe essentiel de comportement pour les donateurs, donnant aux pays en développement le premier rôle dans la définition et la mise en œuvre de leurs propres stratégies de développement. Il a encouragé avec succès les donateurs à améliorer sans cesse l'efficacité de leur aide. Grâce à tous ces efforts, l'aide publique au développement a atteint le niveau record de 120.5 milliards USD en 2008.

Cela dit, de nouveaux défis se profilent au niveau mondial, qui requièrent une détermination renforcée du CAD et de la communauté du développement dans son ensemble pour que l'aide produise les avancées indispensables au cours des cinq années restant à courir avant la date butoir fixée pour la réalisation des OMD. Le problème le plus immédiat vient de la crise économique mondiale. La plupart des pays en développement, qui ne sont pour rien dans son déclenchement, n'en ont pas moins subi en partie au moins le contrecoup. Pour beaucoup d'entre eux, cela implique qu'il leur faudra compter au minimum deux ans de plus pour atteindre les OMD. L'aide au développement est donc plus importante que jamais – à la fois pour permettre la prise, dans les domaines de la protection sociale et de l'emploi, de mesures propres à aider les pauvres à s'en sortir et pour étayer des investissements essentiels à une relance de la croissance et du progrès social.

Réduire la charge croissante de la dette publique sera une préoccupation majeure pour les autorités des pays de l'OCDE. Il leur sera donc particulièrement difficile de maintenir – sans parler d'augmenter – le niveau de l'aide au développement. Cela dit, les pays donateurs doivent conserver présente à l'esprit la bonne performance économique des pays en développement avant la survenue de la crise. S'ils bénéficient de l'aide voulue, ces derniers peuvent renouer avec la croissance. Le moment n'a jamais été mieux choisi pour investir dans les pays en développement : y préserver et y stimuler la croissance se révélera éminemment profitable.

D'autres défis risquent d'être difficiles à relever : le changement climatique, les pandémies, les conflits et l'insécurité sont autant d'éléments qui conduisent à redéfinir la notion de « réussite ». Si rien n'est fait pour contrer ces fléaux, d'innombrables personnes resteront vulnérables et continueront de souffrir de la pauvreté même si les OMD sont atteints pour la date butoir de 2015. Comme il est souligné dans le présent rapport, cette passe difficile doit renforcer notre adhésion à une ligne d'action qui est déjà bien définie et clairement balisée : fournir une aide efficace, transparente, prévisible et responsable.

Chaque dollar, peso, euro ou yen, mis au service du développement doit exercer un impact – il doit aller à ceux qui en ont le plus besoin et nous devons pouvoir démontrer à nos citoyens que tel est bien le cas. Cela implique que nous nous employions plus vigoureusement à aider les pays les plus pauvres (dont bon nombre sont des « États fragiles ») à se remettre sur pied. Sans une étroite collaboration avec ces derniers, nous perdons toute chance d'assurer la réalisation des OMD. Il faut

*donc que l'aide soit acheminée par l'intermédiaire de leurs propres systèmes de gestion publique, afin qu'elle aille là où elle est le plus nécessaire et concoure à renforcer la capacité des pouvoirs publics d'instaurer un développement durable et autoentretenu.*

*Nous devons aussi contribuer à susciter une croissance plus propre dans le monde en développement. Le changement climatique a déjà des répercussions sur ceux qui sont les moins à même d'y faire face. Notre aide doit favoriser l'adoption de sentiers de croissance économes en carbone et l'adaptation des plus pauvres à un climat désormais plus hostile.*

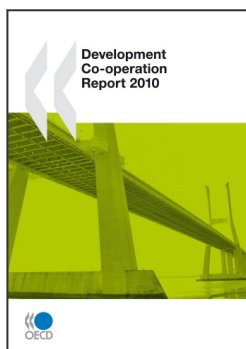
*Dans notre aide, nous devons en outre témoigner d'un plus grand souci de justice. Cela signifie aider les pays pauvres à atténuer les effets de la crise sur les plus démunis et à tirer parti de la reprise de la croissance mondiale, notamment en accroissant le volume et la qualité de l'aide pour le commerce. Nous devons combattre plus efficacement la corruption en levant les conditions encore attachées à notre aide à l'instar d'un nombre croissant de donateurs (comme le Canada pour ne citer que le dernier en date). Quant au CAD, il lui revient d'exercer une surveillance, en évaluant et suivant la détermination et la performance des donateurs, avant tout à travers son processus d'examen par les pairs.*

*Les nombreux problèmes complexes auxquels sont confrontés les plus pauvres du monde aujourd'hui ont des causes multiples, d'envergure planétaire. Par conséquent leur solution ne saurait venir de l'aide seule et passe par une démarche plus globale. Les donateurs, les pays en développement et les organisations multilatérales doivent mener, ensemble, une action cohérente pour instaurer un développement qui soit à la fois soutenu, équitable et peu gourmand en carbone. Nous devons par ailleurs continuer d'innover, c'est-à-dire de rechercher de nouveaux modes de financement du développement, de nouveaux types de partenariat, de nouvelles technologies et de nouvelles méthodes de mesure de l'impact et de la croissance.*

*Tous ces impératifs sont abordés dans le présent rapport. Il y est démontré que la communauté du CAD s'emploie à y répondre et mis en évidence ce qu'il convient de faire de plus pour accroître encore l'attention prêtée au développement, en particulier dans le contexte de la plus grave crise économique que le monde ait connue.*

Angel Gurría  
Secrétaire général  
OCDE





Extrait de :

## Development Co-operation Report 2010

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/dcr-2010-en>

### Merci de citer ce chapitre comme suit :

Gurría, Angel (2010), « Avant-propos du Secrétaire général de l'OCDE », dans OCDE, *Development Co-operation Report 2010*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/dcr-2010-1-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).